

LES TIC

Un outil pour
le développement
de l'économie

Désormais, l'opération Ousratic, un PC par famille, qui a connu un «échec», prendra une autre forme. Visant à segmenter la population à cibler, le e-éducation, un programme élaboré avec l'Education nationale, sera mis en œuvre prochainement. Ainsi, 38 000 PC seront mis à la disposition des élèves des trois niveaux (primaire, moyen et secondaire) à travers le territoire national. C'est ce qu'a annoncé Hamid Bessalah, ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication, avant-hier, lors de sa visite au cyberparc de Sidi-Abdellah.

Le ministre explique que les enseignants qui bénéficieront d'une formation dite «dépassant le cadre technique» assureront le bon déroulement de cette opération. «L'apprentissage de la langue de demain est un important capital pour le e-éducation», a-t-il dit. Autre secteur concerné : la formation professionnelle. Dès la prochaine rentrée, «nous lancerons des sections de formation pour tous les métiers relatifs aux technologies de l'information et de la communication», indique le ministre.

L'Etat, conscient des besoins urgents de l'administration, s'engage aujourd'hui à travers un plan de charge, dans la modernisation des TIC dans les administrations. Pour ce faire, 300 000 fonctionnaires bénéficieront d'une formation. «Nous préparons un programme de différents niveaux de formation pour la Fonction publique qui permettra aux fonctionnaires d'avoir les éléments essentiels en bureautique, messagerie et internet», explique Bessalah.

Dans le même sens, il a été révélé la mise en place de 400 services en ligne dédiés aux citoyens.

Une «solution numérique» qui permettra de remplacer des services qui demeurent toujours fournis au guichet. Objectif : amélioration des relations entre l'administration et le citoyen. C'est ainsi que le portail e-citoyen, développé par une équipe du ministère de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication avec Algérie Télécom, a été élaboré.

«Ce portail est ordonné en rubriques : logement, emploi, vacances et loisirs. Il permettra d'avoir accès aux différents services offerts par l'administration», indique le ministre. Autre nouveauté : le site almouwaten.dz qui sera fonctionnel à partir du 1^{er} septembre prochain.

Abordant le coût de l'ADSL, Bessalah affirme qu'il y a possibilité de revoir la tarification. A cet égard, une équipe a été mise en place pour étudier le coût d'accès à Internet. «Nous considérons qu'il y a une marge et que nous pourrions atteindre un coût d'ADSL acceptable», rassure-t-il. Et de préciser que cette tarification sera déterminée en fonction du Snmg afin de ne pas pénaliser les familles.

Quant au débit de connexion, dont se plaignent les opérateurs activant dans le domaine des TIC, «à travers le Fonds national d'investissement, l'Etat va soutenir Algérie Télécom pour améliorer le débit», dit-il.

Par ailleurs, il est à rappeler qu'une trentaine d'entreprises activent depuis six mois au sein du cyberparc de Sidi Abdellah. Dédié particulièrement à l'économie numérique, ce pôle technologique «doit se distinguer par le nombre d'entreprises, le chiffre d'affaires et l'innovation dans le domaine des TIC», dira le 1^{er} responsable du secteur. Même si le e-économie n'est qu'en phase de démarrage, il «contribue d'une façon positive au développement de l'économie hors carburants». Ainsi, Hamid Bessalah incite à poursuivre le développement de ce secteur d'activité toute en soulignant la faible part du PIB des TIC qui ne dépasse pas 1,10 %.

Rym Nasri

Le domaine .dz

Objectif : un million de clients

Afin de développer le domaine .dz, le ministère de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication préconise la création d'une agence dont la mission est de s'occuper de ce domaine. «Notre objectif est d'atteindre un million de clients», indique le ministre de tutelle, Hamid Bessalah. Une autre agence sera également mise en place pour assurer la sécurité du réseau internet.

R. N.

DEMANDE DE LA LEVÉE DU SECRET DÉFENSE
DANS L'AFFAIRE DES MOINES DE TIBHIRINE

Le général français
sur le point d'être discrédité

Rebondissements dans l'affaire des moines de Tibhirine. Le juge d'instruction en charge de l'affaire a adressé aux ministères français de la Défense, des Affaires étrangères et de l'Intérieur une demande de levée du secret défense dans l'enquête sur la mort des sept moines. Objectif : accéder aux prétendues notes et rapports que le général François Buchwalter affirme avoir transmis au gouvernement français.

Nawal Imés - Alger (Le Soir) - L'ancien attaché militaire à l'ambassade de France à Alger, déjà discrédité par les déclarations de hauts responsables français, sera certainement mis à mal puisque le prétendu rapport reste introuvable, de l'aveu même du ministre de la Défense de l'époque, Hervé Morin.

Ce dernier affirmait aux moments des divagations du général François Buchwalter qu'«aucune note de l'ex-attaché militaire français en Algérie sur le massacre des moines de Tibhirine n'a encore été retrouvée par le ministère

de la Défense». C'est à la demande de l'avocat des familles des victimes que la demande de la levée du secret défense a été formulée. Il revient maintenant aux ministres concernés de saisir la Commission consultative du secret de la défense nationale (CCSDN) sur l'opportunité d'une déclassification du prétendu rapport et notes qu'aurait rédigés l'ex-attaché militaire de l'ambassade de France en Algérie.

Après un silence qui aura duré plusieurs années, ce dernier avait défrayé la chronique en juin dernier en faisant des

«révélations» improbables sur l'implication de l'armée algérienne dans la mort des sept moines de Tibhirine.

Il affirmait détenir des informations recueillies auprès d'un militaire algérien qui les tiendrait lui-même de son frère, pilote d'hélicoptère dans l'armée algérienne, selon lesquelles, les moines trappistes auraient été tués par des tirs d'hélicoptères militaires algériens qui avaient ouvert le feu sur ce qui semblait être un bivouac de terroristes.

Il affirmait avoir transmis ces informations à sa hiérarchie mais que l'ambassade de France à Alger aurait ordonné le black-out.

Les «révélations» farfelues de l'ancien attaché militaire avaient déclenché une mini-crise entre Alger et Paris.

Les propos du président français, qui affirmait qu'il ne pouvait y avoir d'amitié basée sur les mensonges, avaient attisé la crise.

Une crise rapidement contenue puisque les déclarations des responsables français en poste à l'époque de l'assassinat des moines sont venues conforter la position algérienne. C'est ainsi que le ministre de la Défense, Hervé Morin, avait estimé début juillet que les «autorités françaises n'avaient «aucune raison de chercher à cacher la moindre chose»» et que l'ancien ministre français des Affaires étrangères, M. Hervé de Charette affirmait que «les revendications du GIA d'enlèvement et d'assassinat des 7 moines de Tibhirine avaient été «authenticifiées» par les services spécialisés français. Je n'impute à aucune autorité algérienne d'avoir trempé dans tout cela, et je crois personnellement que c'est bien le GIA qui en est le responsable».

Autant de déclarations qui discréditent le général François Buchwalter.

N. I.

PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

Bouteflika annonce un montant supérieur
à 150 milliards de dollars

Un nouveau programme d'investissements publics sera lancé et dont le montant devrait dépasser les 150 milliards de dollars déjà annoncés. Et ce à cause et malgré la crise financière internationale.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - C'est ce que le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a indiqué lors de l'audition annuelle, jeudi dernier, au ministre des Finances, Karim Djoudi.

En rappelant qu'«outre son impact sur la modernisation des infrastructures de base, le développement économique et le maintien d'un rythme de croissance soutenu, le prochain programme quinquennal permettra également de poursuivre le développement humain au bénéfice de la population, et de concourir aux nouveaux reculs attendus du taux de chômage grâce à la création de 3 millions d'emplois, dont la moitié sous forme d'emplois d'attente». Sans être néanmoins explicite sur l'enveloppe précise, Abdelaziz Bouteflika a justifié cette option par le fait que «la crise mondiale est venue nous rappeler l'ampleur de la dépendance du pays envers le marché mondial des

hydrocarbures et la nécessité d'accélérer les efforts de développement pour inverser cette situation». A la condition expresse, selon le chef de l'Etat, de «récupérer d'abord le marché local, réduire le coût des importations et partir à la conquête de nouveaux marchés à l'étranger».

Mais aussi que le gouvernement mette en œuvre «l'ensemble des encouragements et incitations déjà arrêtés en faveur de l'investissement local» et poursuive «la remise à niveau de l'outil industriel public encore viable tout en y encourageant des partenariats de qualité».

Comme «la réforme des systèmes bancaire et financier doit se poursuivre pour les moderniser et en accroître l'efficacité», précise le Chef de l'Etat qui avertit, néanmoins, que «l'économie de marché se consolidera également, mais tout cela ne saurait aboutir à un libéralisme incontrôlé mettant

en cause les intérêts de la collectivité nationale». Une manière tacite de confirmer la teneur de la loi de finances complémentaire pour 2009. Optimiste sur la pertinence de ce programme, Abdelaziz Bouteflika a estimé que «c'est grâce aux choix prudents qu'elle a effectués tout au long de cette décennie que l'Algérie arrive à maintenir aujourd'hui sa dynamique de développement (grâce à l'épargne publique accumulée)».

Et qu'il s'agit donc de «poursuivre et de suivre de près cette même politique de prudence, à travers la rigueur et la lutte contre tout abus dans la dépense publique, et en nous attelant encore davantage à promouvoir une diversification économique et de nouvelles recettes pour le pays».

Et cela même si, l'audit le concède, «les finances extérieures du pays n'ont pas manqué de subir les effets de la crise mondiale, à travers le recul des prix des hydrocarbures». Il est ainsi noté que «les cinq premiers mois de l'année 2009 comparés à la même période de l'année 2008 auront

enregistré un recul de la fiscalité pétrolière de l'ordre de 40 %, compensée pour partie par une amélioration des recettes ordinaires du Trésor, en hausse de 30 %».

C. B.

CRÉDIT
IMMOBILIER :
De nouvelles
incitations
proposées

De nouvelles incitations sur le crédit à la promotion immobilière seront accordées. C'est ce que l'audit présenté jeudi dernier sur le secteur des finances évoque sans davantage d'explications. Sauf que ces incitations seront octroyées au bénéfice des citoyens souhaitant acquérir, bâtir ou agrandir leur habitation.

Sur un autre plan, l'audit a évoqué le prochain dépôt d'un projet de révision du code des douanes. En outre, l'opération d'établissement du cadastre général pour l'ensemble du territoire national progresse, le parachèvement étant prévu pour la fin 2014. Il est également question d'un plan de modernisation et de développement du marché financier en cours d'élaboration pour aboutir à sa dynamisation dans un cadre transparent et bien régulé.

C. B.

Indicateurs économiques et financiers :

Croissance du PIB hors hydrocarbures en 2008 :	au 1 ^{er} semestre 2009.
6,1 %	Importations : 38 milliards de dollars en 2008 et
Croissance prévisionnelle pour 2009 : plus élevée	une relative stabilisation au 1 ^{er} semestre 2009.
Inflation : 4,4 % en 2008 et restera élevée en 2009.	Réserves de changes : passées de 143 milliards de dollars fin 2008 à 144 milliards de dollars fin juin 2009 et stabilisées en juillet 2009.
Prix moyen du baril : 53 dollars au premier semestre 2009.	Dette extérieure : encours à moyen et long terme
Recettes d'exportations d'hydrocarbures : 79 milliards de dollars en 2008 et 20 milliards de dollars	: 3,9 milliards de dollars.

C. B.